



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 26/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne

Mairie
41500 Mer

Références : VAT20250093
Code AIOT : 0010001799

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne implanté Usine d'incinération 41230 Vernou-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne
- Usine d'incinération 41230 Vernou-en-Sologne
- Code AIOT : 0010001799
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SIEOM (Syndicat Intercommunal d'élimination des Ordures Ménagères) du groupement de Mer exploite une installation d'incinération de déchets (ordures ménagères et déchets industriels banals) depuis 1986. L'installation dimensionnée pour le traitement de 12 500 tonnes de déchets par an comporte une seule ligne d'incinération et fournit de la vapeur à la société KNAUF, voisine du site.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.6	/	Demande d'action corrective	60 jours
9	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	60 jours
10	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	60 jours
11	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	60 jours
16	Impact sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 20.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
18	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 5.5.D	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Admission des déchets - Pesée	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.4	Sans objet
2	Admission des déchets - Contrôle de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.5.A	Sans objet
3	Admission des déchets - Contrôle de la	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.5.A	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	radioactivité		
5	Admission des déchets - Attestation SPL	Code de l'environnement du 25/02/2025, article R.541-48-4.II	Sans objet
6	Contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 25/02/2025, article D.541-48-1.II	Sans objet
7	Contrôle par vidéo - Journal	Code de l'environnement du 25/02/2025, article D.541-48-1.IV	Sans objet
8	Contrôle par vidéo - Conservation des données	Code de l'environnement du 25/02/2025, article D.541-48-1.IV	Sans objet
12	Rejets atmosphériques - Surveillance : mesures en continu	AP Complémentaire du 09/09/2014, article 6	Sans objet
13	Rejets atmosphériques - Surveillance dioxines et furannes	AP Complémentaire du 09/09/2014, article 6	Sans objet
14	Rejets atmosphériques - Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 09/09/2014, article 17.1.E	Sans objet
15	Rejets atmosphériques - Surveillance - contrôle par un organisme extérieur	AP Complémentaire du 09/09/2014, article 6	Sans objet
17	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 9.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets - Pesée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.4

Thème(s) : Autre, Pesée
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération. Les déchets sont pesés à l'arrivée.
Constats : Les deux déchargements contrôlés ont fait l'objet d'une pesée. Un bon de pesée a été émis pour chaque déchargement. Le pont-bascule a fait l'objet d'une vérification par la société MINEBEA IMTEC le 24 septembre 2024, la vérification précédente a été réalisée par la même société le 5 octobre 2023. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Admission des déchets - Contrôle de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.5.A
Thème(s) : Autre, Contrôle de la radioactivité
Prescription contrôlée : La traçabilité des entrées-sorties est assurée à chaque passage lors de la pesée du véhicule à laquelle est associé un contrôle de radioactivité par un portique à déclenchement d'alarme.
Constats : Les deux déchargements contrôlés ont fait chacun l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Admission des déchets - Contrôle de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.5.A
Thème(s) : Autre, Réglage du seuil de détection
Prescription contrôlée : Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.
Constats : Le portique de contrôle de la radioactivité a fait l'objet d'une vérification par la société BERTIN-SAPHYMO le 12 novembre 2024. La précédente vérification a été effectuée par la même société le 16 novembre 2023. Le seuil de détection a été étalonné lors de chaque vérification. L'inspection des installations classées a constaté sur le portique, la présence d'une étiquette précisant la date du contrôle ainsi que la date de fin de validité du contrôle. Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.6
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification admissibilité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les moyens nécessaires pour vérifier l'admissibilité de déchets non dangereux spécifiques présentant les caractéristiques particulières, tel que les déchets industriels banals.
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié à partir de la vidéo, deux déchargements de déchets : <ul style="list-style-type: none"> • le déchargement de déchets (ordures ménagères) provenant de VALECO le 21 février 2025, • le déchargement de déchets (déchets municipaux en mélange) provenant du SMICTOM de Sologne le 24 février 2025. Pour ces deux déchargements, la validité des fiches d'information préalable à l'admission est échue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Admission des déchets - Attestation SPL

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/02/2025, article R.541-48-4.II
Thème(s) : Autre, Contenu de l'attestation producteurs SPL
Prescription contrôlée : La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L.2224-16 du code général des collectivités territoriales pour chaque collectivité compétente en matière de collecte.
Constats : Pour les deux déchargements contrôlés le jour de l'inspection et pour les deux déchargements

<p>contrôlés par sondage à partir de la vidéo, l'exploitant a été en mesure de présenter les attestations sur l'honneur signées par les producteurs de déchets provenant du syndicat de Mer, du syndicat de Saint Laurent-Nouans, du SMICTOM de Sologne et par VALECO.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle par vidéo

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/02/2025, article D.541-48-1.II</p>
<p>Thème(s) : Autre, Enregistrement des données</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les deux déchargements contrôlés, le dispositif de contrôle par vidéo a enregistré les images des opérations de déchargement, leur contenu a été identifié ainsi que la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle par vidéo - Journal

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/02/2025, article D.541-48-1.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Journal</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le journal du 26 mars 2024 au 5 février 2025 recensant les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôle par vidéo - Conservation des données

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/02/2025, article D.541-48-1.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conservation des données</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Ces données sont conservées pendant un an.
Constats : L'exploitant a été en mesure de justifier de la conservation des données pendant un an, soit du 24 février 2024 au 25 février 2025. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : L'exploitant a précisé qu'il n'avait pas reçu de réponse à ses différentes demandes de la part de son prestataire tant sur le sujet des procédures du système de gestion des maintenances que celui de la mise en place des bouteilles de gaz étalons et zéro ainsi que des lentilles opacifiées pour l'opacimètre mesurant les poussières afin de disposer d'une procédure de contrôle du zéro et du gain. L'exploitant a également indiqué que l'impact de cette non-conformité réglementaire pourrait probablement être regardé au regard des concentrations mesurées journalièrement confortées par les mesures semestrielles qui sont très proches de zéro pour la plupart des polluants. Il a également informé l'inspection des installations classées de la fermeture certaine de l'installation à la mi-année 2027. Le QAL3 n'est pas réalisé conformément aux normes en vigueur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que ses prestataires ne détenant pas finalement les cales de calibration au zéro et au gain notamment pour l'opacimètre, il ne leur est pas possible d'établir une droite d'étalonnage convenable. Le prix pour l'acquisition de ce type de matériel s'élève à 4553,53 euros TTC.</p> <p>Il a également indiqué que l'impact de cette non-conformité réglementaire pourrait probablement être regardé au regard des concentrations mesurées journalièrement confortées par les mesures semestrielles qui sont très proches de zéro pour la plupart des polluants.</p> <p>Il a également informé l'inspection des installations classées de la fermeture certaine de l'installation à la mi-année 2027.</p> <p>Le QAL2 n'est pas réalisé conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que ses prestataires ne détenant pas finalement les cales de calibration au zéro et au gain notamment pour l'opacimètre, il ne leur est pas possible d'établir une droite d'étalonnage convenable. Le prix pour l'acquisition de ce type de matériel s'élève à 4553,53 euros TTC.</p> <p>Il a également indiqué que l'impact de cette non-conformité réglementaire pourrait probablement être regardé au regard des concentrations mesurées journalièrement confortées par les mesures semestrielles qui sont très proches de zéro pour la plupart des polluants.</p> <p>Il a également informé l'inspection des installations classées de la fermeture certaine de l'installation à la mi-année 2027.</p> <p>L'AST n'est pas réalisé conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Rejets atmosphériques - Surveillance : mesures en continu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2014, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée :

<p>Contrôle interne :</p> <p>Mesure en continu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poussières totales - COT - Chlorure d'hydrogène - Fluorure d'hydrogène - Dioxyde de soufre - Oxydes d'azote - Monoxyde de carbone - Vapeur d'eau - Oxygène
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté les mesures en continu réalisées par l'exploitant les 15 et 21 février 2025. Pour ces deux journées, les mesures ont été effectuées sur l'ensemble des paramètres listés à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 septembre 2014.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Rejets atmosphériques - Surveillance dioxines et furannes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2014, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dioxines et furannes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesure en semi-continu : dioxines et furannes</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des mesures réalisées en semi-continu et portant sur les dioxines et furannes au titre de l'année 2024.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Rejets atmosphériques - Valeurs limites d'émission

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2014, article 17.1.E</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière que les valeurs limites définies ci-dessous ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation. Les rejets respectent les valeurs définies aux articles 17.1.E.a (monoxyde de carbone), 17.1.E.b (poussières totales, COT, HCl, SO₂ et NO_x), 17.1.E.d (dioxines et furannes).</p>

Constats : L'ensemble des résultats des mesures réalisées en continu et en semi-continu est inférieur aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 17.1.E de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 septembre 2024. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Rejets atmosphériques - Surveillance - contrôle par un organisme extérieur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2014, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle par un organisme extérieur
Prescription contrôlée : Contrôle par un organisme extérieur : deux mesures par an.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter les deux contrôles réalisés par un organisme extérieur. Ces contrôles ont été effectués par KALI'AIR les 6 et 7 mars 2024 et du 22 au 24 octobre 2024. L'ensemble des paramètres listés à l'article 20.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 septembre 2014 a été analysé et l'ensemble des résultats est inférieur aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 17.1.E de l'arrêté préfectoral complémentaire précité. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Impact sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 20.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'impact sur l'environnement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement : - d'une mesure hors du périmètre d'influence de l'installation (point 0), - selon au moins une fréquence annuelle. L'exploitant met en place une jauge (OWEN ou équivalent) dans la direction : - des vents de fréquence la plus élevée - des vents de vitesse la plus faible.
Constats : L'exploitant a précisé que la société KALI'AIR était intervenue sur le site en octobre et novembre 2024 afin de réaliser les mesures permettant de déterminer la concentration notamment en dioxines et métaux dans l'environnement.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats de la surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 9.5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des installations électriques établi par l'APVE en juin 2024 ainsi que le Q18 associé. Le Q18 précise que les installations ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion. La précédente vérification a été également réalisée par l'APAVE en juin 2023. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 5.5.D
Thème(s) : Risques chroniques, Volume du bassin
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée d'un bassin qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Le volume de ce bassin doit être au moins égal à 120 m ³ .
Constats : Le site dispose d'un bassin de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. L'inspection des installations classées a constaté que l'eau contenue dans ce bassin était eutrophisée. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le volume de ce bassin est au moins

égal à 120 m³.

L'exploitant a précisé que ce bassin n'avait pas fait l'objet d'un curage en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours